

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union-Discipline-Travail

**MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

**MINISTERE DU PETROLE
ET DE L'ENERGIE**

COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES

**Objet : Informations relatives aux flux physiques et financiers du secteur
énergie au 30 septembre 2013**

INTRODUCTION

Dans le souci de renforcer la transparence dans le secteur énergie, le Gouvernement poursuit la mise en œuvre des réformes relatives, notamment, au cadre légal et réglementaire de l'exploration, à la production et au partage de production des hydrocarbures. Les enlèvements de pétrole continuent d'être effectués dans le nouveau cadre mis en place comprenant la Direction Générale des Impôts, la Direction Générale des Douanes, la Direction Générale des Hydrocarbures, la PETROCI et un expert indépendant (cabinet de contrôle de qualité).

La présente communication retrace l'évolution des activités dans les sous-secteurs des hydrocarbures et de l'électricité à fin septembre 2013.

Elle comporte trois parties se rapportant aux produits suivants :

- (i) le pétrole brut et le gaz naturel,
- (ii) les produits pétroliers,
- (iii) l'électricité.

I – PRODUCTION DE PETROLE BRUT ET DE GAZ NATUREL

1.1 Pétrole brut (annexe tableau 1)

Au 30 septembre 2013, la production de pétrole brut s'établit à 7 282 328 barils, soit 26 675 barils/jour, en hausse de 4,60% par rapport aux prévisions estimées à 6 962 046 barils. Comparée à la même période en 2012, la production de pétrole brut enregistre une baisse de 12,49%.

La part de l'Etat issue du partage de la production avec les opérateurs privés et la PETROCI, s'élève à 2 523 125 barils, environ 34,65% du volume produit.

Pour la production d'électricité, l'Etat a cédé 652 646 barils de pétrole brut aux partenaires privés en échange de 8 902 550,54 MMBTU de gaz naturel, soit un taux de swap de 13,641 MMBTU de gaz naturel pour un baril de pétrole brut.

En définitive, la part de l'Etat dans la production de pétrole brut après le swap, s'élève à 1 870 479 barils, comparée à 2 513 157 barils réalisée pendant la même période en 2012.

La production de pétrole brut valorisée au 30 septembre 2013 est estimée à 782,484 millions de \$US, environ 391,242 milliards de FCFA (500 FCFA/\$US).

La part de l'Etat après swap est estimée à 200,314 millions de \$ US (environ 100,157 milliards de FCFA) représentant 25,60% des revenus tirés du pétrole brut. Les revenus de la production de pétrole brut sont en baisse de 29,08% par rapport à la même période en 2012 (282,454 millions de \$US) en raison de la baisse de la production et de l'augmentation de la quantité de gaz échangée sur les permis CI-26 et CI-27.

1.2 Gaz naturel (annexe tableaux 2 & 3)

La production de gaz naturel, estimée à 55 631 626 MMBTU pendant les trois premiers trimestres de l'année 2013, est en hausse de 08,16% et de 20,35% respectivement par rapport aux prévisions 2013 et aux réalisations de la même période en 2012.

Cette hausse observée est liée aux performances sur les permis CI-26 et CI-27 résultant des investissements réalisés.

La part de l'Etat dans la production de gaz après swap s'établit à 22 683 536 MMBTU, en hausse de 07,01% par rapport aux réalisations de la même période en 2012 due à l'augmentation de la production de gaz sur les permis CI-26 et CI-27.

La valorisation de toute la production de gaz naturel de janvier à septembre 2013 est évaluée à 351,585 millions de \$ US (environ 175,793 milliards de FCFA). La part de l'Etat après swap est estimée à 163,278 millions de \$US (environ 81,639 milliards de FCFA), en hausse de 5,53% par rapport aux réalisations de la même période en 2012. Cette hausse des revenus de l'Etat est principalement liée aux performances sur les permis CI-26 et CI-27 du fait des investissements réalisés.

Dans l'ensemble, les valorisations de la part-Etat de pétrole brut et de gaz naturel sont évaluées à 363,592 millions \$.US (environ 181,796 milliards de FCFA). Elles sont en hausse de 38,65% par rapport aux prévisions 2013 et en baisse de 16,83% par rapport aux réalisations à la même période en 2012 principalement en raison de la baisse de la production d'huile de 12,49% et d'une baisse de 4,10% du cours moyen de valorisation du baril de pétrole brut qui est de 107,45 contre 112,04\$/bbl de janvier à septembre 2012.

1.3 Défis

Des investissements relatifs à l'exploration et à la production des hydrocarbures sont engagés en vue de l'évaluation des récentes découvertes de pétrole brut et de la mise en production de nouveaux champs sur les permis CI-27 (Marlin) et CI-202 (Gazelle). En outre, de nouveaux investissements seront réalisés entre 2014 et 2017 sur les permis CI-26 (Espoir) et CI-40 (Baobab).

II – PRODUITS PETROLIERS

2.1 Activités de la SIR (annexe tableau 4 & 5)

Le début de l'année 2013 a été marqué par l'arrêt programmé du complexe HSK2 et du reformeur catalytique au cours des mois de février et de mars. Cela a induit une baisse du traitement de brut de la SIR. De plus, les difficultés sur les terminaux Forcados et Bonga du Nigéria ont causé des retards d'approvisionnement de brut en mai, juin et Aout 2013.

L'activité a repris, les traitements ont été au maximum sur les trois derniers mois.

Par ailleurs, l'hydrocraqueur DHC a subi un arrêt pendant 15 jours suite à un important incendie maîtrisé par les équipes de pompier SIR avec une alerte Plan Opérationnel Interne.

Malgré ces difficultés sus-indiquées, l'activité à fin septembre 2013 reste légèrement supérieure à celle de la même période 2012. Cela résulte du fait que l'arrêt programmé en 2012 concernait le complexe HSK3 d'une capacité trois fois plus grande que celle du complexe HSK2 arrêté en 2013.

a) Achats d'intrants

Les intrants achetés s'établissent à fin septembre 2013 à 2 528 915 TM, contre 2 544 876 TM à fin septembre 2012, soit une baisse de 0,63%. Les achats de pétrole brut portent sur une quantité de 2 270 309 TM, dont 81 477 TM d'origine ivoirienne, soit environ 3,59 % et 2 188 832 TM d'origine étrangère. Les produits semi-finis, les distillats et les autres bases ont été respectivement utilisés à hauteur de 185 365 TM, 63 183 TM et 10 058 TM.

La SIR a acheté 95 391 TM de gaz butane dont 8 917 TM d'origine ivoirienne et le reste importé. Les achats de gaz naturel s'élèvent à 89 974 tonnes métriques (TM).

b) Production de produits pétroliers

La production totale de produits pétroliers à fin septembre 2013 s'établit à 2 175 432 TM, en hausse de 3,83% par rapport à fin septembre 2012.

La production de la SIR porte majoritairement sur le gasoil pour 35,6%, le kérosène (pétrole) pour 29,18%, et le super pour 21,62%.

c) Ventes et exportations de produits pétroliers

Les ventes totales se sont élevées à 2 195 334 TM pour un montant global de 1 087,01 milliards de FCFA. En volume comme et en valeur, elles sont respectivement en hausse de 2,72% et de 2,19% par rapport à fin septembre 2012.

Le marché intérieur a absorbé 45,14% soit 991 010 TM pour 534,8 milliards de FCFA de recette. Il est en baisse de 3,37% en volume par rapport à fin septembre 2012 dû à la vente massive de HVO à la CIE durant le premier semestre 2012.

Les ventes extérieures, qui représentent 54,86% 1 204 324 TM pour 552,22 milliards de FCFA des ventes globales de la SIR, sont en hausse de 8,34% en volume par rapport à leur niveau de fin septembre 2012. Elles portent essentiellement sur le kérosène, le super carburant et le gasoil.

2.2 Mise en dépôt / Consommation

a) Entrée et sortie des entrepôts

Les entrées en entrepôt de produits pétroliers retracées par les services douaniers portent sur 1 749 816,9 tonnes contre 1 409 501 tonnes en septembre 2012, soit une hausse de 27,28% liée à la reprise de l'activité économique. Dans les livres des Douanes, la raffinerie locale a fourni 1 256 439,9 tonnes, le reste qui s'établit à 493 376,9 tonnes, correspond aux importations.

La quantité sortie des entrepôts s'établit à 1 774 297 tonnes contre 1 718 950 tonnes en septembre 2012. Elle concerne le ravitaillement du marché national de 1 026 305,5 tonnes contre 649 437 tonnes, les avitaillements des navires de 64 268,7 tonnes contre 31 821 tonnes et les réexportations vers l'hinterland de 683 722,8 tonnes.

b) Mise à la consommation

La mise à la consommation sur le marché local à fin septembre 2013, porte sur 1 008 223 tonnes contre 938 039,8 tonnes en 2012, soit une hausse de 20,63% par rapport à l'année précédente liée à la poursuite de la relance économique. Ce volume est soumis aux droits communs de collecte de taxes à hauteur de 81,7% contre 13,3% d'exonération partielle et 5% d'exonération totale.

2.3 Taxes sur les produits pétroliers

A fin septembre 2013, les droits émis sur les produits pétroliers ont généré 104,3 milliards de FCFA contre 81,2 milliards de FCFA en 2012, soit une hausse de 28,4% liée à l'effet combiné de la mise en œuvre du mécanisme automatique de fixation des prix des produits pétroliers et à la relance de l'économie.

2.4 Défis

Pour améliorer la situation financière de la SIR, l'Etat a signé avec cette structure, une convention pour le traitement de ses créances sur l'Etat. En outre, la structure des prix des produits pétroliers intègre une subvention afin d'assurer la pérennité de l'activité de raffinage.

III – ELECTRICITE

3.1 Production (annexe tableau 6)

La production totale d'électricité à fin septembre 2013 s'établit à 5 632,23 GWh, en hausse de 11,86% par rapport à son niveau de fin septembre 2012. La part thermique est en hausse de 12,02% résultant du dynamisme de l'activité économique. De plus, l'électricité de source hydraulique a augmenté de 11,22% due à une meilleure pluviométrie.

La valorisation de l'électricité de source thermique est de 52,057 milliards de FCFA, en hausse de 8,94% par rapport à son niveau de fin septembre 2012. Le coût implicite d'achat de l'électricité de source thermique passe de 12,36 FCFA/KWh à 12,02 FCFA/KWh, soit une baisse de 8,94%.

3.2 Approvisionnement en gaz (annexe tableau 7)

Les achats de combustibles pour la production d'électricité de source thermique sont de 146,793 milliards de FCFA en baisse de 40,56% par rapport à la même période de 2012. Cette baisse des achats de combustibles est essentiellement liée à la baisse de 83,74% du recours au HVO due à une augmentation de la production de gaz naturel et de la baisse de son prix d'achat. Le coût implicite d'achat de gaz naturel passe ainsi de 172,69 FCFA/m³ à 99,28 FCFA/m³, soit une baisse de 42,51%.

3.3 Ventes locales d'électricité (annexe tableau 8)

Les ventes locales d'électricité, évaluées à 226,132 milliards FCFA sont en hausse de 14,55% par rapport à leur niveau de fin septembre 2012. Ce renchérissement est consécutif à l'augmentation à la fois de la consommation nationale (+11,33%) et du prix moyen de 2,89%. Ce niveau est impulsé par l'effet combiné du regain de la consommation des ménages (+13,70%) et de la demande de l'appareil productif (+8,83%).

3.4 Exportation d'électricité (annexe tableau 9)

L'exportation d'électricité s'établit à 620,223 GWh, en hausse de 65,10% par rapport au niveau exporté sur la même période en 2012, en raison des ventes à l'endroit du Burkina Faso (+31 GWh), du Benin et Togo (+66 GWh) et du Mali (+162 GWh) malgré la baisse des ventes vers le Ghana (- 15 GWh). Ainsi, les ventes à l'exportation évaluées à 34,719 milliards, ressortent en hausse de 65,85%.

3.5 Equilibre financier du secteur

En termes d'exploitation, il ressort un déficit de financement de 7,728 milliards de FCFA qui tient compte des impayés gaz part Etat de 45,859 milliards. La consommation d'électricité de l'Etat est de 17,446 milliards.

3.6 Défis

Le secteur électricité connaît un déficit financier structurel. La viabilité financière du secteur passe par la réduction des charges qui figure dans la stratégie d'équilibre du secteur élaboré.

Les efforts d'augmentation de capacité de production doivent se poursuivre afin de donner à notre système un niveau de sécurité N-1. Cela permettra d'assurer une fourniture d'électricité en phase avec les objectifs de croissance économique. Ainsi des mesures urgentes ont été engagés et d'autres sont en cours de mise en œuvre. Ces actions visent à assurer d'une part la maîtrise de la demande d'électricité et, d'autre part à améliorer de façon quantitative et qualitative l'offre d'énergie électrique.

CONCLUSION

La production de pétrole brut enregistre une baisse par rapport à celle de la même période 2012 en raison principalement de la déplétion naturelle des champs. La mise en production future de nouveaux champs sur les permis CI-27 (Marlin) et CI-202 (Gazelle) contribuerait à accroître la production d'hydrocarbures, principalement le gaz naturel.

Au niveau des produits pétroliers, la production et la vente réalisée par la SIR sont en nette progression par rapport à la même période de l'année 2012. Par ailleurs, le nouveau mécanisme mis en application intègre l'aide accordée à la SIR à travers le facteur « A ».

Le besoin en HVO a fortement été réduit durant cette période par le secteur de l'électricité en raison de la bonne pluviométrie.

En outre, des améliorations ont été faites au niveau du secteur de l'électricité : d'abord au niveau des pertes techniques et non techniques avec les travaux qui sont faits sur le réseau et le renforcement des contrôles, ensuite l'amélioration du taux d'encaissement en zone CNO et enfin le respect des engagements pris par les opérateurs privés (concessionnaire et gaziers) en vue de la réduction du déficit.

**LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

**LE MINISTRE, DU PETROLE
ET DE L'ENERGIE**

Nialé KABA

Adama TOUNGARA